

BULLETIN DE CONJONCTURE

DU DEUXIEME TRIMESTRE 2018

APPRECIATION GLOBALE

La croissance du PIB se confirme, dopée par la bonne saison agricole et le redressement significatif de l'activité touristique.

Les déséquilibres demeurent, toutefois, importants requérant le renforcement des efforts engagés en matière des réformes et d'ajustements structurels. Le chômage, malgré la relance des créations d'emplois du secteur privé, demeure élevé. L'inflation enregistre une importante poussée, alimentant d'autant les revendications sociales. Le déficit courant de la balance des paiements demeure considérable en dépit de l'amorce d'une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations. Il en est également des finances publiques dont les efforts de redressement risquent d'être, en partie, laminés par la flambée des cours du pétrole sur le marché mondial.

De nombreuses vulnérabilités continuent, par ailleurs, à peser sur l'économie tunisienne en tête desquelles la chute de l'épargne nationale, accentuée par la situation difficile des entreprises publiques et des organismes de sécurité sociale, la baisse de l'effort d'investissement du secteur privé et le déficit croissant de la balance énergétique, dictant l'accélération des réformes structurelles pour renforcer les facteurs de résilience

APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

I. Production et investissement

Relance de la croissance du Produit Intérieur Brut

La dernière enquête de L'INS révèle une consolidation de la tendance haussière de la croissance du PIB avec un glissement annuel de 2.5 pourcent sur la base des données du premier trimestre 2018 contre un glissement annuel de 2.0 pourcent pour le quatrième trimestre 2017.

Trois secteurs sont à l'origine de cette relance en l'occurrence ;

- ▮ L'agriculture avec une croissance de 11.9 pourcent permettant, compte tenu de son poids dans le PIB (9.3 pourcent), de contribuer à hauteur de 1.1 point à la croissance globale du PIB de 2.5 pourcent et ce grâce à la bonne saison oléicole qui a porté la production de 100.000 tonnes à près de 260 000 tonnes d'une saison à l'autre.
- ▮ Les industries agricoles et alimentaires qui progressent, grâce principalement à l'huile d'olives, de 16.7 pourcent contribuant à hauteur de 0.4 point à la croissance du PIB ;
- ▮ Le tourisme qui progresse de 9.2 pourcent, contribuant à raison de 0.4 point à la croissance du PIB

En revanche, trois secteurs continuent à tirer la croissance vers le bas. Il s'agit (i) du secteur des phosphates et dérivés avec une baisse de plus de 28 pourcent de la valeur ajoutée du secteur des mines et des industries chimiques, provoquée essentiellement par les arrêts fréquents de la production dans les sites miniers, (ii) du secteur des hydrocarbures (- 2.4 pourcent) en relation avec le fléchissement des investissements dans l'exploration pétrolière et (iii) du secteur des matériaux de construction et du bâtiment et travaux publics (- 5 pourcent environ) sous l'effet de l'essoufflement de l'effort d'investissement. Ces trois secteurs réduisent la croissance globale de près d'un point.

S'agissant des données relatives au second trimestre 2018, la plupart des indicateurs disponibles permettent d'escompter un maintien de la tendance encourageante du premier trimestre de l'année 2017, avec notamment :

- ▮ Un rythme élevé des importations de matières premières et demi- produits : +24.7 pourcent en dinars, ce qui correspond à + 9.2 pour cent en euros ; les importations temporaires destinées à être transformées pour être exportées progressent encore de 10 pourcent en euros, préfigurant une accélération de la valeur ajoutée des secteurs concernés.
- ▮ Un renforcement de la dynamique du secteur touristique, avec une augmentation des recettes en devises au cours du second trimestre de 62 pourcent en dinars et 45 pourcent en euros par rapport à la période correspondante de 2017, grâce à l'effet de la levée des restrictions des voyages sur la Tunisie par les tours opérateurs internationaux.
- ▮ Un maintien de la dynamique d'exportations de biens au cours du second trimestre de 2018, quoique à un rythme de 19 pourcent en dinars et 7.8 pourcent en euros, contre respectivement 35 et 11 pourcent au cours du premier trimestre
- ▮ Une accélération des recettes au titre de la TVA ; celles-ci passent de 14 pourcent durant le premier trimestre à 21 pourcent pour les cinq premiers mois, ce qui sous-tend une forte accélération des recouvrements durant les deux mois avril et mai de 31 pourcent, soit plus de 20 pourcent à taxation constante.

Compte tenu de ces indicateurs, une croissance du PIB aux alentours de 3 pourcent au cours du second trimestre, tirée notamment par l'exportation, est à ce stade envisagée. A titre d'éclairage les prévisions de Bruxelles continuent à tabler sur une croissance de 2.4 pourcent¹ de la zone euro, la plus forte enregistrée depuis dix ans alors que la croissance attendue au Maroc est de 3.2 pourcent pour l'ensemble de l'année 2018

Augmentation modérée de l'investissement en nominal

Les investissements semblent augmenter modérément au vu des différentes indications disponibles.

Les importations de biens d'équipement enregistrent, certes, une accélération en valeur nominale, passant d'un rythme de 17 pourcent durant le premier trimestre 2018 à 19.3 pourcent au terme des six premiers mois, l'augmentation en dinars constants se limite, cependant, compte tenu de l'effet taux de change, à près de 2 pourcent alors que le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que celui des matériaux de construction continuent depuis le premier trimestre 2017 à s'inscrire sur une tendance baissière.

Cette situation se vérifie en partie au niveau des investissements directs étrangers qui stagnent pratiquement en se référant aux flux en euros

IDE en MDT	5 mois 2017	5 mois 2018	Augmentation en%
énergie	415.0	436.1	+5.1
industries	280.1	322.3	+15.1
services	78.6	130.7	+ 66.2
agriculture	2.5	5.8	
Total	776.3	895.0	+ 15.3

S'agissant des perspectives à moyen terme, il y a lieu de relever que les intentions d'investissement marquent le pas avec une baisse des déclarations au cours des cinq premiers mois de 2018 par rapport à la période correspondante de l'année 2017 de 18 pourcent pour l'ensemble des secteurs sous l'effet notamment de la chute des déclarations dans les services comme le montre le tableau suivant :

¹ Source LE MONDE ECONOMIQUE du 7/2/2018

Déclarations en MDT	5 mois 2017	5 mois 2018	Evolution
Agriculture	616.8	674.4	+ 9.3%
Industrie	1823.5	1590.4	- 12.8%
Services	998.9	580.3	- 41.9%
Total	3439.2	2845.1	- 18.3%

Quelques indications encourageantes sur un éventuel redressement des investissements méritent cependant d'être mentionnées. Elles concernent :

- ▮ Le début de rattrapage de la baisse des déclarations d'investissement dans l'industrie au vu des résultats des deux derniers mois : + 69 pourcent en avril et mai contre une baisse de 35 pourcent pour le premier trimestre 2018 ;
- ▮ L'accélération de la réalisation du grand projet du développement gazier du sud en prévision du démarrage de son exploitation au courant de 2019 ;
- ▮ La mise en œuvre du décret du 11 mai 2018 fixant la liste nominative des activités économiques soumises à autorisation préalable tout en en simplifiant les procédures de mise en œuvre, ce qui aura des retombées positives sur le climat d'investissement ;
- ▮ Le démarrage de la réalisation du grand projet de création d'une unité de composants automobiles LEONI pour un coût de 200 millions de dinars permettant de créer 5000 emplois environ ;
- ▮ L'engagement d'une importante centrale électrique à Mornaghia d'une capacité de 625 mégawatts pour un coût de 700 millions de dinars.

II. Emploi et inflation

Légère détente du chômage des diplômés du supérieur

Les données relatives à l'emploi et au chômage se limitent à ce stade aux résultats de l'enquête de l'INS relatives au premier trimestre 2018. Trois enseignements majeurs s'en dégagent ; les voici :

- ▮ Création de 40 mille emplois sur douze mois, essentiellement par le secteur privé, permettant de couvrir 82 pourcent environ de la demande additionnelle et de situer le

taux de chômage global à 15.4 pourcent de la population active, soit un taux en retrait de 0.1 point par rapport au quatrième trimestre 2017 mais dépassant 0.1 point celui relevé douze mois auparavant.

- La population occupée des diplômés de l'enseignement supérieur augmente de 55 000 environ sur douze mois alors que la population occupée non diplômée diminue de près de 15000 entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Il en résulte une légère détente du marché de l'emploi des diplômés. Le taux de chômage de cette catégorie se réduit de près de 2 points, se ramenant de 31.2 à 29.3 pourcent entre mars 2017 et mars 2018 ; ce qui est en soi encourageant même si le taux demeure élevé, pratiquement le double du taux global de chômage. A titre d'éclairage, le taux de chômage des diplômés au Maroc est de 20.8 pourcent, soit le double du taux de chômage global (10.5 pourcent).
- Plus du quart du chômage se localise au niveau des techniciens supérieurs ou équivalents et près du tiers concerne les maitrisards en sciences exactes, deux catégories qui se prêtent, a priori, plus que d'autres, à l'amélioration de leur employabilité moyennant des programmes appropriés pour acquérir des qualifications répondant aux besoins du marché d'emplois.
- Le taux de chômage féminin continue à être particulièrement élevé. Il l'est particulièrement pour les diplômées du supérieur ; il est plus que le double de celui du genre masculin : soit 38.7 contre 18 pourcent pour les hommes. Etant signalé que plus de 60 pourcent des nouveaux bacheliers et plus de 55 pourcent des nouveaux diplômés sont des filles.

Nouvelle poussée des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation à fin juin 2018 a augmenté de 3.6 pourcent par rapport à décembre 2017 et de 7.8 pourcent par rapport à juin 2017.

L'envolée de l'inflation serait, comme cela a été relevé dans le dernier bulletin de conjoncture, le résultat de trois facteurs majeurs en l'occurrence l'effet du glissement du dinar sur les importations, le relèvement d'un point du taux de la TVA et l'augmentation à deux reprises des prix des carburants sur le marché intérieur.

L'inflation a été particulièrement élevée au niveau des deux branches d'activités suivantes:

- Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées qui progressent de 8.5 pourcent malgré le gel des prix des produits sensibles au prix de l'ordonnancement de 583.5 millions de dinars à fin mai 2018 dans le cadre de la caisse générale de compensation;

- Les transports dont les prix augmentent 9.7 pourcent en relation avec le relèvement des prix des carburants sur le marché intérieur dans le cadre de la formule d'indexation partielle mise en place ; sachant que les subventions allouées au secteur des transports publics ont atteint 275 millions de dinars à fin mai 2018.

Glissement sur 12 mois	pondération	Juin 2016/15	Juin2017/16	Juin 2018/17
Alimentation	28.1	3.7	3.9	8.6
Habillement et chaussure	8.4	7.0	9.3	7.0
habitat	17.0	5.6	4.8	4.5
Transport	12.1	1.2	6.1	9.7
Autres	34.4	3.5	3.9	
Indice général des prix	100.0	3.9	4.8	7.8

En réponse aux pressions inflationnistes, la BCT a dû relever le taux directeur du marché monétaire de 0.75 point en février et de 1 point en juin, portant le taux directeur du marché monétaire à 7.25 pourcent ; sachant que les prix des produits libres ont augmenté de 8.6 pourcent contre 5.1 pourcent pour les prix administrés

A titre d'éclairage, la variation annuelle des prix à la consommation à fin mai 2018 est de 1.6 pourcent pour la zone euro

III. Les échanges extérieurs

Maintien de la dynamique des exportations de biens

Les exportations de biens progressent pour le deuxième trimestre consécutif à un taux soutenu, dopé par le glissement du dinar et l'excellente campagne d'huile d'olives

- Premier trimestre : + 35 pourcent pour les exportations totales de biens en dinars (+ 11 pourcent en euros) sous-tendant une augmentation des exportations hors alimentation de 28 pourcent en dinars (5.3 pourcent en euros)
- Deuxième trimestre : + 19 pourcent en dinars (plus de 9 pourcent en euros), sous-tendant une augmentation des produits hors alimentation de 15 pourcent en dinars soit pratiquement le même rythme pour la progression en euros (5.2 pourcent)

De la sorte, il en résulte, un bon comportement de l'ensemble des exportations pour le premier semestre de l'année 2018 avec une augmentation 26.6 pourcent (+ 9.4 pourcent en euros) ou 4.3 milliards de dinars par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Il est relevé plus précisément:

- un excellent comportement des exportations agro- alimentaires (+1268 MDT) grâce aux ventes d'huile d'olives qui ont généré des recettes en devises additionnelles de près de 921 MDT et à une bonne campagne de commercialisation à l'étranger des dattes (+ 120 MDT) ;
- une progression encourageante des exportations du secteur des textiles, de l'habillement et du cuir (+831 MDT), localisée, à hauteur des deux tiers, au niveau des produits de confection ;
- Une contribution importante des exportations des industries mécaniques et électriques qui continue à représenter près de 44 pourcent du total des exportations de biens.

Exportations	Augmentation en MDT	Augmentation en M€
Agroalimentaires	1268 (30% du total)	380
Textiles, habillement, cuir	831 (19% du total)	249
Mécaniques et électriques	1452 (34% du total)	435

Par ailleurs, un redressement relatif du secteur des phosphates et dérivés est relevé au cours du second trimestre de 2018, favorisé en partie par la hausse des cours mondiaux des engrais². Comparativement au second trimestre de l'année précédente, les exportations de ce secteur progressent de 14 pourcent en dinars et 4.6 pourcent en euros, ce qui permet de réduire l'important gap enregistré au cours du premier trimestre comme le montre le tableau suivant :

Exportations des phosphates et dérivés :

	2016	2017	2018
Premier trimestre	429MDT (190M€)	318MDT (130M€)	234MDT (78M€)
Deuxième trimestre	338MDT (149M€)	297MDT (108M€)	339MDT (113M€)
Premier semestre	767MDT (339M€)	615MDT (238M€)	573MDT (191M€)

² Les prix des phosphates sur le marché mondial a atteint 103 dollars la tonne en mai 2018 , ce qui correspond à une augmentation de 21 pourcent par rapport à mai 2017

Redressement limité de la balance commerciale

L'effort de rationalisation des importations, sous l'effet combiné des politiques monétaire, budgétaire et de change donne des résultats encore limités.

Les acquis obtenus en matière notamment d'amélioration du taux de couverture des importations par les exportations au cours du premier trimestre 2018 sont en partie laminés du fait d'une progression des importations au cours du second trimestre 2018 (20 pourcent environ) dépassant d'un point celle des exportations (19 pourcent).

Ainsi, l'écart encourageant relevé au niveau des deux termes de la balance commerciale au cours du premier trimestre 2018 (de l'ordre de 14 points en faveur de l'exportation) s'en trouve ramené à 6 points seulement au terme des six premiers mois, entraînant, dans son sillage, une réduction du taux de couverture des importations par les exportations de deux points environ (de 73.6 pourcent à 71.4 pourcent).

Le niveau de déficit commercial, quoique baissant de 630 MDT par rapport au premier semestre de l'année précédente, continue, ainsi, à être élevé. Il a atteint 8.1 milliards de dinars, dépassant de plus de 2 milliards de dinars le niveau enregistré au cours du premier semestre de 2016, soit l'équivalent de 700 millions d'euros.

Trois pays continuent à être à l'origine de plus de la moitié du déficit commercial atteint aux termes des six premiers mois de 2018 ; Ce sont :

- ▮ La Chine : déficit de 2531 MDT représentant 31 pourcent du déficit global ;
- ▮ L'Italie : déficit de 1329 MDT soit 16 pourcent du déficit global ;
- ▮ La Turquie : déficit de 1031 MDT soit 12.5 pourcent du déficit global.

Comparativement au premier trimestre, si un ralentissement de l'accroissement du déficit est relevé au niveau des échanges commerciaux avec l'Italie, la tendance s'est maintenue avec la Turquie. Et elle s'est accentuée avec la Chine

Déficit commercial en MDT	Chine	Italie	Turquie
Premier trimestre 2018	1043	717	541
Deuxième trimestre 2018	1526	612	490
Evolution	+46%	-15%	- 9%

Une analyse plus fine des importations en provenance des pays avec qui la balance commerciale accuse un important déficit mérite d'être engagée afin de déceler la nature des produits importés et leur impact sur le marché parallèle tunisien.

Détente relative de la situation de la balance des paiements

Les données disponibles révèlent des améliorations significatives au niveau de l'évolution des différents paramètres relatifs aux recettes courantes de la balance des paiements avec notamment :

- ▮ Une augmentation des exportations de biens portant sur près de 4300 millions de dinars soit l'équivalent de 1400 millions d'euros.
- ▮ Un redressement du tourisme qui enregistre par rapport au premier semestre 2017 une augmentation des recettes en devises de 400MDT, l'équivalent de 130 millions d'euros.
- ▮ Une augmentation des transferts au titre des revenus des tunisiens à l'étranger de près de 300 MDT soit l'équivalent de 100 M€.

D'ores et déjà, une réduction du déficit des opérations courantes d'un milliard de dinars environ est enregistrée au niveau des paiements extérieurs de la Tunisie au terme des cinq premiers mois de 2018, comparativement à la même période de l'année précédente.

En MDT	5 mois 2017	5 mois 2018	Evolution
Solde commerce extérieur (FOB/FOB)	- 5 385	- 5 325	- 60
Solde des services et transferts de revenus	+ 1009	+ 2010	+ 1001
Solde courant des paiements extérieurs	- 4376	- 3315	- 1061

En dépit de cet allègement, une importante baisse des avoirs en devises de la BCT est enregistrée. La couverture des importations se trouve ramenée de 94 jours au 31 décembre 2017 à 74 jours seulement à fin juin 2018 du fait du report de l'émission d'obligations sur le marché financier international.

IV. Equilibres financiers et budgétaire

Maintien des pressions sur l'équilibre monétaire

Les pressions sur le système monétaire se maintiennent à un niveau élevé malgré la décélération des créances sur l'Etat. Le volume global de refinancement de la BCT augmente

sur douze mois de 4.7 milliards de dinars soit près de 49 pourcent par rapport à la période correspondante de 2017.

Les variations qui méritent d'être signalées concernent les paramètres suivants :

- ▮ Les billets et monnaies en circulation progressent à un rythme (7.8 pourcent sur douze mois) en retrait de celui du PIB aux prix courants (9.4 pourcent prévu dans le cadre du Budget économique), préfigurant, sous réserve d'une confirmation au cours des prochains mois, une inflexion encourageante de la tendance fortement haussière des dernières années.
- ▮ L'encours des bons du trésor assimilables progresse modérément de 4 pourcent reflétant la relative détente des pressions sur le budget de l'Etat comme cela sera présenté plus loin.
- ▮ Les avoirs en devises enregistrent une baisse de 1.5 milliard de dinars sur douze mois du fait de la baisse des flux de capitaux sous forme d'emprunts extérieurs.
- ▮ Le glissement du dinar par rapport aux principales devises enregistre, après l'accélération relevé au cours du premier trimestre, une évolution moins forte au cours du second trimestre ramenant le glissement du dinar par rapport à l'euro sur douze mois d'une moyenne de 21.7 pourcent au cours du premier trimestre de 2018 à 15.6 pourcent pour les six mois de 2018 compte tenu, d'une part, de la demande des devises étrangères et, d'autre part, de l'écart entre l'inflation en Tunisie et celle des pays partenaires

Redressement relatif de la situation des finances publiques

Les données relatives aux cinq premiers mois de 2018 révèlent, comparativement à la période correspondante de l'année précédente :

- ▮ Un excellent comportement des recettes propres. La mise en œuvre des nouvelles mesures adoptées dans le cadre de la loi des finances³, conjuguée à la relance de la croissance, permet un accroissement de 19.5 pourcent des recettes propres contre 5.9 pourcent à fin mai 2017 ;
- ▮ Une baisse de 2.6 pourcent des dépenses de gestion contre une augmentation de 8.8 pourcent au cours des cinq mois de 2017 ;

De la sorte et malgré la progression soutenue du paiement des intérêts de la dette publique (+ 28 pourcent), le déficit budgétaire est de l'ordre de 1469 MDT, ce qui correspond à une baisse par rapport à celui observé au cours de la même période de 2017 de 900 MDT ou de

³ Dont le relèvement de la TVA d'un point, l'institution d'une taxe de solidarité correspondant à 1 pourcent des salaires et des bénéfices

38 pourcent, plus accentuée que la baisse prévue dans le cadre de la loi des finances (- 700 MDT et - 13 pourcent).

D'importants foyers de tensions demeurent, cependant, requérant le maintien de la vigilance. Ils concernent:

- ▮ La caisse générale de compensation établie sur la base d'un ajustement des prix de manière à réduire les dépenses de 330 MDT ; sachant qu'aucun ajustement des prix n'a été effectué à fin juin 2018 ; de nouvelles charges sont même attendues compte tenu du maintien des prix du lait à la consommation sur le marché malgré le relèvement des prix à la production
- ▮ La subvention des produits énergétiques plafonnée dans le cadre de l'équilibre budgétaire à 1500 MDT sur la base d'un prix du Brent de 54 dollars le baril. Or à ce jour le prix du baril est de 71 dollars⁴. L'écart est important ; les ajustements de prix déjà opérés et ceux programmés n'en absorbent qu'une partie.
- ▮ l'équilibre des caisses de sécurité sociale pourrait dicter des facilités de trésorerie plus importantes de la part du budget de l'Etat étant donné les délais d'examen par le pouvoir législatif du projet de loi récemment adopté par le conseil des ministres en matière de relèvement des cotisations sociales et d'un allongement de deux ans de l'âge de la retraite.
- ▮ La situation des entreprises publiques dont le déficit cumulé (de l'ordre de 8.5 milliards de dinars à fin 2017) risque de s'aggraver davantage à moins d'un redressement de la production du secteur des phosphates et dérivés permettant de mieux exploiter la conjoncture internationale prometteuse des prix des engrais.

Maintien de l'épargne nationale sous la barre de 12 pourcent du PIB

La situation du secteur public se répercute sur la capacité d'autofinancement du pays. Les résultats d'exploitation des entreprises publiques s'inscrivent dans une tendance baissière depuis 2013 ; elle est proche de zéro en 2015⁵. Cette situation est en partie corrigée par le redressement relatif des comptes de l'Etat. L'épargne budgétaire, après avoir été négative durant les cinq premiers mois de 2017, est devenue positive au cours des cinq premiers mois de 2018, ce qui est encourageant même si l'excédent du budget ordinaire demeure limité, de l'ordre de 1.7 milliard de dinars⁶, inférieur au remboursement du principal de la dette

⁴ Selon le ministère des finances, toute hausse du prix du baril du pétrole brut de 1 \$ se traduit par une augmentation des charges de compensation de 121 MDT et toute hausse de 10 millimes de la valeur du dollar se traduit par une augmentation des charges de 30 MDT.

⁵ Ouvrage de Mahmoud Ben Romdhane « La Démocratie en quête d'Etat »

⁶ Différence entre recettes propres(hors dons et privatisation) et dépenses de fonctionnement incluant les intérêts de la dette publique

publique (1.8 milliard de dinars à fin mai 2018). Par ailleurs les données relatives aux dépôts à terme et aux différents comptes d'épargne auprès du secteur bancaire progressent de 11.6 pourcent ; ce sont autant d'éléments qui rendent difficile, a priori, la réalisation des objectifs de la forte relance de l'épargne prévue dans le cadre du budget économique (+18 pourcent). Le taux d'épargne demeure sous la barre de 12 pourcent du PIB contre 14.2 pourcent en 2014 et 21.4 pourcent en 2010.

CONCLUSION

Comparativement au premier trimestre 2018, la situation économique enregistre un mieux.

Les pressions se sont quelque peu desserrées tant au niveau des équilibres intérieurs qu'extérieurs. Et la marge de manœuvre s'en est trouvée améliorée ; Cela vient d'être confirmé dans le dernier rapport du FMI et par le déblocage de la quatrième tranche du prêt accordé dans le cadre du mécanisme élargi de crédit.

Ce mieux est cependant relatif, provoqué en partie par des facteurs conjoncturels. Il est, de plus fragile, obtenu par des mesures d'ajustement de portée à court terme. C'est dire la nécessité du maintien de la vigilance et l'urgence de l'accélération des réformes structurelles pour corriger de façon durable les graves distorsions qui alimentent l'inflation et le glissement du dinar, d'une part, l'endettement, et le chômage, d'autre part.

Les réformes requises, quoique largement explicitées dans le cadre du plan de développement, tardent, à cet égard, à être mises en œuvre du fait des tiraillements entre les différents groupes d'intérêts.

Une démarche globale, précisant le calendrier de mise en œuvre de différentes réformes, les capitaux à mobiliser, l'impact attendu sur les plans économique, financier et social et les mesures d'accompagnement requises pour les catégories sociales vulnérables, et comportant des mécanismes de suivi et d'éventuelles adaptations en fonction des événements pourrait être la voie passante, à même de faciliter la résorption des facteurs de blocage et la mise en place d'une plateforme de large adhésion à leur mise en œuvre.

Les enjeux sont aujourd'hui importants. Il importe d'exploiter les opportunités qui s'offrent, pour passer à une vitesse supérieure

Forum Ibn Khaldoun le 18 juillet 2018

Mots clés : conjoncture Tunisie deuxième trimestre 2018 ; bulletin de conjoncture Tunisie 2018